

ESRS Congress, Vaasa, 2009

Theme 2: The Rural Bites Back - Working Group 2.8: Local Food Networks, Power and Sustainability (5. Issues and approaches of social equity)

Eric Sabourin, CIRAD – UPR Politiques et marchés, France and University of Brasilia, Sustainable Development Centre, CDS, Brazil - E mail: sabourin@cirad.fr

FAMILY FARM PRODUCT QUALIFICATION AND RELATIONSHIP OF RECIPROCITY¹

Abstract: This paper mobilizes the theory of reciprocity to analyze family farm product qualification process effects in Brazil. All qualification processes that guarantee the origin, the specificity, the quality process or the norms of a product, contribute to reduce the effects of competition and speculation peculiar to the capitalist exchange. My hypothesis is that a qualification process can contribute to establish a binary symmetrical relation of reciprocity between producer and buyer. They also can contribute to generate a sharing structure (of quality) among the group of producers. When the producer's name is at stake, reciprocity relationships generate values of trust, reputation, honor and responsibility. It is often these ethical values that guarantee the legitimacy and the authority of the certification process of quality and origin standards. In fact, it thus creates a territoriality of reciprocity around a specific product. However, apart from this group of qualified producers and also for the marketing of other products which are not be labeled by them, it is the rules of the capitalistic exchange market that apply. Qualification and certification could also induce exclusion. That is why, in the case of a centrifugal qualification process, one has resort to some kind of interface: that of the certification mechanism, which makes it possible to reintroduce reciprocity dimension (the domestic unit, the peasant community, the cooperative) into the capitalist exchange market system. The paper presents in the case of Brazil, various initiatives of setting up such co-certification, group certification, or even, the so-called participative certification systems, between producers or between producers and consumers.

Introduction

Cette communication mobilise la théorie de la réciprocité en anthropologie économique pour analyser les processus de qualification des produits de l'agriculture familiale au Brésil. Tout processus de qualification qui garantit l'origine, la spécificité, la qualité d'un produit contribue à réduire les effets de concurrence et de spéculation spécifiques à l'échange capitaliste. L'approche part de l'hypothèse selon laquelle les processus de qualification peuvent contribuer à établir une relation de réciprocité symétrique entre producteur et consommateur. Ils peuvent également concourir à engendrer une structure de partage (de la qualité) au sein d'un groupe de producteurs. Quand le nom des producteurs, l'origine régionale ou l'identité collective sont en jeu, des relations de réciprocité symétrique entre les producteurs et consommateurs peuvent engendrer des valeurs de confiance, de réputation, honneur et responsabilité. Ce sont souvent ces valeurs éthiques qui contribuent à garantir la légitimité et l'autorité des du processus de certification : Indication Géographique, procédé de fabrication, origine ethnique ou identitaire. De fait, ce mécanisme donne lieu à la création d'une territorialité économique autour d'un produit spécifique. Cependant, à l'extérieur du groupe de producteurs qualifiés ou certifiés (ou pour les produits non labellisés) ce sont les exclusivement les règles du marché capitaliste qui fonctionnent. Mais, les mécanismes de qualification et certification peuvent également introduire l'exclusion. C'est pourquoi dans ce type de processus, on a besoin d'une forme d'interface ou d'articulation entre production et marché. L'interface offerte par les mécanismes de certification

¹ Cette communication utilise des résultats du projet "Diálogos" partenariat entre CDS/UnB, CIRAD, ICV, IPAM et WWF-Brasil, financé par l'Union Européenne. Son objectif est de soutenir et alimenter le dialogue entre les acteurs de la société civile, des secteurs privés et publics en vue de l'élaboration et de la mise en oeuvre de politiques favorisant la durabilité sociale, économique et environnementale dans la zone d'influence de la route fédérale BR-163 en Amazonie brésilienne.

de la qualification permet de réintroduire la dimension de la réciprocité économique (l'unité familiale ou domestique, la communauté paysanne, la coopérative) dans le système du marché d'échange capitaliste. La communication se base sur plusieurs initiatives de mise en place de systèmes de co-certification, de certification de groupe et de certification participative entre producteurs ou entre producteurs et consommateurs en Amazonie (Cooperagrega au Mato Grosso), au Nordeste (marchés agro-écologiques de la Paraíba) et au Sud du Brésil (Rede de Agroecologia Ecovida).

La communication comprend trois parties : 1) le cadre théorique et le contexte ; 2) les études de cas et leurs résultats ; 3) leur discussion, les enseignements et perspectives.

1. Cadre théorique et contexte

1.1. Commercialisation et théorie de la réciprocité

La mise en marché des produits agricoles ne peut être réduite aux règles du marché d'échange capitaliste. En dépit des processus de mercantilisation capitaliste que connaît l'agriculture paysanne et familiale brésilienne (Conterato, 2004 ; Ploeg, 2008), il existe encore des marchés socialement contrôlés qui répondent également aux règles de réciprocité et de redistribution pour utiliser les catégories de prestations économiques identifiées par Polanyi (1944, 1957). Temple (2004) et divers auteurs africains parlent d'ailleurs à cet effet de marchés de réciprocité (Guingané, 2001; Bazabana, 2005).

Au Brésil, les foires locales et les marchés de proximité hebdomadaires offrent des exemples de marchés produisant des liens sociaux et mobilisant la sociabilité par les relations directes entre producteurs et consommateurs. Il existe également dans l'idée de produits de qualité associés à des terroirs spécifiques, un potentiel de création de territorialités socioéconomiques et culturelles, via la relation entre hommes, produits, cultures, identités et territoires diversifiés et spécifiques.

Plusieurs de ces alternatives, souvent réunies dorénavant sous le terme d'économie solidaire correspondent, de fait, à la tentative de (re)construction de relations et structures de réciprocité. J'entends par réciprocité la dynamique de reproduction de prestations, créatrice de lien social, identifiée par Mauss (1924).

Temple (2003a) définit la réciprocité comme le redoublement de l'action ou de la prestation qui permet de reconnaître l'autre et de participer d'une communauté humaine.

En ethnologie et anthropologie la réciprocité a longtemps désigné les prestations mutuelles de vivres, de biens et de services entre personnes et entre groupes (Thurnwald, 1932 ; Malinowski, 1933 ; Mauss, 1923-24), en particulier dans les sociétés premières, indigènes et paysannes. Lévi-Strauss (1949) a pu ainsi proposer un principe de réciprocité gouvernant l'ensemble des relations et structures de parenté. Du point de vue anthropologique, le principe de réciprocité correspond donc à un acte réflexif entre sujets, à une relation intersubjective et non pas à une simple permutation de biens ou d'objets comme l'échange.

Le premier élément propre à la théorie de la réciprocité, concerne la définition même du concept du point de vue socio-anthropologique. ***Le principe de réciprocité ne se limite pas à une relation de don/contre don entre des pairs ou des groupes sociaux symétriques.*** Le réductionnisme de cette définition qui a longtemps prévalu et prévaut encore parfois en anthropologie, conduit en effet à une confusion entre échange symétrique et réciprocité. Cette impasse persiste tant que la réciprocité est interprétée avec la logique binaire qui convient à l'échange. L'échange explique Chabal (1996) se réduit en effet à une permutation d'objets. Temple et Chabal (1995) proposent d'avoir recours à la logique ternaire de Lupasco (1951) qui permet de faire apparaître un tiers dans la relation de réciprocité, de l'interpréter comme l'être de cette relation et de rendre compte de celle-ci comme de la structure originaire de

l'intersubjectivité, irréductible à l'échange de biens ou de services qui libère du lien social ou de la dette. Du point de vue économique, la réciprocité constitue donc non seulement une catégorie économique différente de l'échange marchand comme l'avait identifiée Polanyi (1944, 1957), mais un principe économique opposé à celui de l'échange, voire antagoniste de l'échange.

Le deuxième élément de la théorie est que *la réciprocité peut recouvrir plusieurs formes*. L'anthropologie et l'ethnologie n'ont le plus souvent consacré sous cette terminologie que la réciprocité des dons : offrandes, partages, prestations totales, potlatch qui constituent ce que Temple et Chabal (1995) désignent par la *forme positive* de la réciprocité. Mais il existe également une forme de *réciprocité négative*, celle des cycles de vengeance. A la différence de l'échange dont le développement est associé à la logique de concurrence et d'accumulation pour le profit, la logique de vengeance est liée à une dialectique de l'honneur comme celle du don est liée à une dialectique du prestige. Or la soif de prestige (source d'autorité dans les sociétés de réciprocité) motive la crue du don « *plus je donne plus je suis* ». Entre les expressions extrêmes des formes négatives et positives de la réciprocité, les sociétés ont donc établi diverses formes intermédiaires. Il s'agit en particulier de contrôler la crue du don, l'ostentation, le potlatch, le don agonistique qui conduisent à détruire pour soumettre l'autre, par le prestige.

Troisièmement, *les relations de réciprocité peuvent-être analysées en termes de structures*, au sens anthropologique et se décline selon quelques structures élémentaires, telles qu'elles ont été initialement proposées par Mauss (1923), Lévi-Strauss (1949), Scubla (1985), puis Temple (1998) et Chabal (2005).

Ces relations de réciprocité structurées sous leur forme symétrique, engendrent des valeurs éthiques comme l'avait identifié Aristote dans *l'Ethique à Nicomaque* (1994) : la relation de réciprocité dans une structure bilatérale symétrique engendre un sentiment d'amitié, la structure de répartition symétrique des biens au sein d'un groupe engendre la justice. Ainsi, d'autres types de relation dans d'autres structures peuvent produire d'autres valeurs spécifiques. Cet élément est le plus complexe de la théorie de la réciprocité proposée par Temple et Chabal (1995) et le plus difficile à valider, puisqu'il concerne non seulement la production de biens matériels, mais celle de sentiments et de valeurs humaines. C'est cependant un élément central qui offre la possibilité d'analyses et de propositions alternatives en matière d'économie humaine.

Pour résumer, il existe plusieurs *structures fondamentales de réciprocité* qui engendrent des sentiments différents et donc des valeurs différentes, et il existe également plusieurs *formes* de réciprocité qui leur confèrent des imaginaires différents. Le sentiment de l'être originaire peut-être capturé dans l'imaginaire du prestige ou dans celui de la vengeance, donnant lieu à des formes de réciprocité positives, négatives et symétriques. Structures, niveaux, formes s'articulent pour former des systèmes de réciprocité.

1.2. Structures de réciprocité et mise en marché

Des structures de réciprocité préservées ou reconstruites

En matière de commercialisation des produits agricoles, les paysans ou leurs organisations ont mis en œuvre plusieurs types d'interfaces permettant une cohabitation, une articulation entre pratiques de réciprocité et pratiques d'échanges. Certains de ces mécanismes d'interface sont déjà anciens et fonctionnent dans les pays d'Europe et pas uniquement dans les nations du Sud.

La première interface est celle de la vente directe qui permet la rencontre entre producteur et consommateur, qu'il s'agisse de la vente à la ferme. Il y a bien une relation d'échange, mais le

contact direct entre producteur et acheteur permet de la redoubler d'une relation de réciprocité binaire, de face à face, qui engendre bien des valeurs affectives : sentiment d'amitié, de reconnaissance mutuelle, ou des valeurs éthiques de fidélité et de respect.

Souvent, le producteur, marque cette relation de réciprocité associée à celle d'échange, par un don symbolique, une poignée de haricots, un fruit ou une tomate supplémentaire.

Ce don porte le nom de *yapa* sur les marchés andins de Bolivie. Temple (2003a : 384) rapporte comment où se pratique la réciprocité, celui qui offre sa production prend soin d'indiquer l'équivalence, puis ajoute une part de don (*yapa*). Le don est proportionnel à l'importance de la transaction et à la qualité du client. Ce dernier nomme aussitôt son partenaire *caser*, *caserito* ou *casera* (membre de la maison, familial).

Même sur les marchés occidentaux où le libre échange s'impose et la concurrence fait loi, le don d'amabilité témoigne souvent qu'il est aussi important pour le commerçant d'avoir des relations d'amitié avec ses clients que de satisfaire son intérêt monétaire. (Temple, 2003a : 384)

C'est également le cas des filières courtes contrôlées socialement par des groupements de producteurs ou des coopératives de consommateurs². On peut citer le cas des marchés et de paniers paysans en France, et des associations mixtes (agriculteurs et consommateurs) qui les gèrent. De même, les agriculteurs des marchés agro-écologiques du sud ou du Nordeste du Brésil se sont organisés en associations, généralement pour pourvoir bénéficier d'appui publics afin d'améliorer les infrastructures de ces marchés.

De telles situations de contact direct, donnent lieu à des relations humaines : des conversations et explications autour du produit, du travail, des procédés, des recettes, etc.. Celles-ci engendrent également des sentiments et valeurs d'amitié, de fidélité et de confiance entre producteurs et consommateurs.

Quand la relation directe (par la rencontre physique entre producteur et consommateur) n'est pas possible, il existe la possibilité de l'intermédiation qualifiée et interpersonnelle, du courtage. Le courtier permet d'établir une relation de *réciprocité ternaire* par l'interconnaissance, l'effet réseau et l'information sur la qualité du produit et du producteur. Cette structure produit la *confiance*, la *responsabilité* et la *réputation* (du producteur comme du courtier) qui est source de *prestige*.

Les courtiers sont respectés et appréciés en matière de marché de l'art ou des vins, par leurs compétences qui ne sont pas données à tous. Paradoxalement ils sont souvent dénigrés pour d'autres produits, agricoles en particulier. Pourquoi en serait-il différent ? En France il existe des courtiers pour les marchés très spécialisés, les truffes, les huîtres (Dupont, 2004). Le courtier n'est pas un maquignon qui marchande.

Temple (2003) rappelle qu'en Afrique, la rémunération des courtiers signifie que les commerçants n'avaient pas le droit de construire des fortunes sur la spéculation, et qu'ils devaient prendre leur bénéfice selon des règles et proportions convenues entre parties prenantes : « la convention instaurant l'équivalent d'un prix-retour pour les plus défavorisés, il s'agit d'un système de commerce fondé sur l'égalité. C'est la logique du vol qui est ici maîtrisée par les structures de réciprocité ».

Le courtier permet d'établir une relation de *réciprocité ternaire* par l'interconnaissance, l'effet réseau et l'information sur la qualité du produit et du producteur. Cette structure

² ou par les deux ensemble, comme c'est le cas au Brésil dans la région de Porto Alegre entre coopératives du MST et coopératives de consommateurs

produit la *confiance*, la *responsabilité* et la *réputation* (du producteur comme du courtier). La réputation est d'ailleurs source de *prestige*.

Il existe d'autres dispositifs d'interface qui permettent une articulation entre principes de réciprocité et principe d'échange marchand. C'est le cas des mécanismes de qualification des produits.

La politique ou l'instrument de qualification (le label ou l'appellation) limite les effets de concurrence et de spéculation propres à la logique de l'échange capitaliste et peut contribuer à construire des territoires de réciprocité.

Quand le nom du producteur, de sa localité ou de son groupe social ou professionnel est en jeu, ce sont bien des relations de réciprocité qui engendrent les valeurs de réputation, d'honneur et de responsabilité qui permettent la reproduction de la qualité et le cycle commercial autour des produits « qualifiés » (Bom Konde, 2003). Ce sont donc ces valeurs éthiques qui garantissent la légitimité et l'autorité du processus de certification des normes de qualité et d'origine. Les entreprises capitalistes ont d'ailleurs identifié l'importance de ces valeurs éthiques (réputation, confiance, responsabilité sociale) pour les transformer en objets mercantiles via la privatisation de services de vérification des normes de qualité. Mais, et surtout pour des produits agro-alimentaires, la véritable sanction c'est d'abord celle du consommateur lui-même. Par ailleurs, la garantie de qualité (organique par exemple) est souvent inhérente au processus de production lui-même. Tout agriculteur ou éleveur qui s'est engagé dans un processus de conversion agro-écologique, que ce soit pour des motifs éthiques ou matériels (valeur ajoutée), pour des raisons de santé, de préservation de son capital (sols ou cheptel), pour produire des aliments sains, n'a pas, a priori, intérêt à frauder ou à revenir en arrière. A la clef de l'interface il existe bien une question de confiance entre consommateur et producteur, entre producteurs entre eux, ou entre producteurs et commerçants intermédiaires. C'est cette question de la crédibilité de la qualité du produit qui fait l'objet d'une validation, qui passe par un processus de contrôle dénommé certification.

Mon hypothèse est que le mécanisme de certification lui-même n'est pas une donnée technologique neutre. C'est une construction sociale, qui repose elle-même d'abord sur la confiance humaine, plus que sur la conformité à des procédés ou standards technologiques.

L'économie des conventions (cf Dupuy, Eymard Duvernay, Valeschini) a déjà identifié ces faits qui sont confirmés par l'existence de dispositifs de certification participative qui sont fondés sur la validation de la conformité sociale, plus que sur celle de la conformité technologique.

Mais ces approches ne vont pas au bout de la logique de production des valeurs sociales et éthiques. En effet, logiquement, dans le cas des produits agro-alimentaires et agro-écologiques, elle devrait conduire à l'auto-certification ou à la fin de la certification externe marchande.

Au Brésil, il existe ainsi diverses initiatives de mise en place de systèmes de co-certification ou de certification de groupe ou encore de certification dite participative entre producteurs ou entre producteurs et consommateurs (Medaets et Medeiros, 2004).

Ces expériences sont nées des critiques ou limites au recours systématique à la Certification Externe par Tiers ou Certification par Audit Externe (CAE) comme mécanisme de contrôle de la qualité pour la production et commercialisation de produits spécifiques, en particulier des aliments organiques, via des entreprises privées ou gouvernementales (CEE, 2002 ; FAO, 2003). En dépit de l'universalisation de la CAE comme seul mécanisme pour réduire l'asymétrie d'information dans la commercialisation des produits organiques et de la mercantilisation de ces services, le Brésil a commencé à expérimenter des systèmes alternatifs. Ceux-ci sont liés au renouveau des marchés agro-écologiques de proximité et à la dynamique des effets de réputation.

La seconde partie donne lieu à une analyse comparée des trois systèmes de certification CAE, Certification Participative en Réseau (CPR) et auto-certification et met en évidence l'intérêt et les limites de la certification centripète et décentralisée.

2. Trois études de cas au Brésil

Pour illustrer la thèse de la construction d'une interface de système entre échange et réciprocité à partir de l'auto-certification (ou qualification centripète) de la qualité des produits, j'ai choisi trois exemples de certification de groupe au Nord, au Sud et au Nordeste du Brésil. Dans les trois cas il s'agit d'agriculteurs familiaux organisés pour produire et commercialiser leur production agro-écologique. En Amazonie, il s'agit d'une coopérative de produits écologiques destinés à l'exportation et au marché régional ou national. Au Sud, celle-ci est destinée à la vente dans des réseaux commerciaux classiques de l'échange capitaliste (supermarchés, boutiques spécialisées) voire à l'exportation. Au Nordeste, la commercialisation a lieu via la vente directe dans des marchés de proximité dans plusieurs villes l'Agreste de l'Etat de la Paraíba.

2.1. Certification de groupe par audit externe (Cooperagrega MT e Ecocert)

La coopérative d'agriculteurs organiques de Terra Nova do Norte (Etat du Mato Grosso), Cooperagrega (300 familles membres) produit depuis 2003 du guarana, des noix du Brésil, du sucre roux, du café et du miel. Elle a adopté un système de certification de groupe assuré par une firme privée Ecocert Brésil (Whyte, 2002). Le contrat de groupe a été établi pour 50 exploitations par Ecocert qui exige un minimum de 30 agriculteurs pour cette modalité.

Ecocert assure l'audit externe à partir d'un échantillonnage des exploitations (en moyenne 10 par an) et pour toutes les unités de transformation chaque année). Le contrôle interne est réalisé par un agronome de la Cooperagrega qui assure l'ensemble des enregistrements et des documents pour chaque exploitation (plan, historique de la zone, fiche de certification protocoles...). Il doit assurer au moins un contrôle interne de chaque exploitant entre deux visites des inspecteurs d'Ecocert.

Les coûts de l'audit externe sont trop élevés pour les petits agriculteurs membres de Cooperagrega. La coopérative bénéficie d'une aide du Service Brésilien d'Appui aux Petites Entreprises (SEBRAE) pour 5 ans: l'intégralité du coût est couvert par le SEBRAE les 3 premières années et la moitié les deux dernières. En 2009 le coût est de 700 R\$ par exploitation (350 \$R à charge du producteur). Sebrae et l'agriculteur déposent cette somme avant la visite d'Ecocert qui fournit le certificat après réception du paiement. Plus le groupe est nombreux, plus le coût individuel est réduit. Le coût d'un système de certification individuelle d'Ecocert est de 1000 R\$/an

La vérification de conformité est essentiellement technique. Le groupe de producteurs passe par une période de conversion durant laquelle Il doit établir les enregistrements demandés en fonction des exigences établies par le modèle de production. A la fin de cette période l'organisme certificateur réalise l'évaluation de conformité qui doit faire état de l'inspection de l'ensemble des exploitations du groupe et de l'analyse en laboratoire d'une série de tests prélevés au hasard par échantillonnage

La décision de certification n'est pas prise par les individus qui réalisent les inspections, mais se fait de façon centralisée par l'organisme certificateur. Ainsi, comme l'exige la norme ISO, il y a séparation entre les fonctions d'inspection et de certification. L'ensemble des enregistrements est conservé par l'organisme certificateur. Les techniciens assurent un rôle de vérification des

exploitations et reçoivent une formation spécifique sur les procédures d'inspection. La sélection de ces inspecteurs dépend d'un ensemble de critères qui réduisent la possibilité d'un autre type de relation entre l'inspecteur et l'inspecté.

La CEE (2002) mentionne que ces modalités de certification ne font pas de distinction entre grandes entreprises agro-industrielles et petits producteurs familiaux ou paysans ; en exigeant les mêmes efforts et normes d'inspection, indépendamment de la taille de l'unité le système conduit souvent à des opérations inutiles et inadaptées aux petits producteurs. La critique peut-être étendue aux critères d'échantillonnage, à la réalisation des tests et analyses, aux procédures d'enregistrements des intrants et des ventes, etc. Ces procédures « globalisées » par les guides ISO ignorent les particularités du milieu rural local et les potentialités des relations de coopération, de proximité et de réciprocité en termes de construction de la crédibilité. Par ailleurs, ces systèmes de certification par entreprise augmentent les coûts et limitent l'accès des petits producteurs familiaux ou paysans à la qualification de leurs produits. Enfin, ne serait-ce qu'à cause des exigences documentaires et financières le contrôle privé externe effectivement réalisé s'est montré peu efficace pour qualifier les exploitations familiales. Cette question devient cependant incontournable dans la mesure où il existe au Brésil un processus de réglementation des marchés de produits agro-écologiques et biologiques qui rend obligatoire la certification de la production organique (Brasil, Mapa 2002).

2.2. Le réseau d'agro-écologie ECOVIDA

Le réseau Ecovida de Agroecologia a été créé en novembre 1998, dans l'Etat de Santa Catarina. Il se définit comme "un espace d'articulation entre agriculteurs familiaux et leurs organisations, centres d'appui et individus impliqués dans La production, transformation, commercialisation et consommation d'aliments écologiques (Ecovida, 2000,2002). Le réseau Ecovida a pour objectif de promouvoir l'agro-écologie, de diffuser l'information entre ses membres et de créer des mécanismes légitimes de production de crédibilité et de garantie des procédés développés par ses membres." (traduit d'Ecovida, 2001). Le réseau couvre les Etats de Santa Catarina, Paraná, Rio Grande do Sul et le sud de l'Etat de São Paulo et compte plus de 120 organisations et dispositifs collectifs d'agriculteurs (groupes formels et informels, associations et coopératives de producteurs et consommateurs) et 23 entités d'appui, touchant directement 1500 familles environ.

Une des références initiales d'Ecovida a été la norme ISO qui cherchait à faciliter la certification pour des groupes de producteurs interdépendants ou liés à une entreprise Ancre qui suscite l'organisation du groupe. Plusieurs normes internationales, comme celles du système IFOAM/IOAS Grower groups (Ifoam, 2009), le Règlement CEE n° 2.092/91 ou la norme du Ministère brésilien de l'Agriculture MAPA n° 6 de 2002, ouvrent la possibilité de la certification par des groupes de producteurs organisés (Brasil, Mapa, 1999, 2002). Elles établissent le profil de tels groupes et les conditions de leur certification. Il s'agit d'une option destinée à élargir les possibilités d'accès à ce service dans la mesure où ce mécanisme conduit à une réduction considérable des coûts de certification.

Le réseau Ecovida a notamment adopté le système de Certification Participative en Réseau (CPR) dans plusieurs de ses groupes (fig.1).

Selon Trujillo Ferrari (1983) la "conformité" représente "l'altération ou modification du comportement et croyances d'un individu ou d'un groupe, dans un sens déterminé par un groupe plus large". Toute altération passe par un processus de sanctions positives, négatives et neutres. Ainsi dans le cas de la CPR, un fort investissement est nécessaire pour que les individus impliqués dans le système atteignent une "conformité sociale".

Elle se donne via la participation des citoyens à la construction d'un bien collectif - la CPR- (Hess & Ostrom, 2007) et par le respect d'accords signés quant aux normes des systèmes de production des agriculteurs. L'évaluation de la conformité sociale est différente de l'évaluation de conformité technologique sur trois points. Tout d'abord, elle est réalisée sur la base de réunions, de comités, où l'observation systémique et la convergence des informations ne présentent pas un profil technologique.

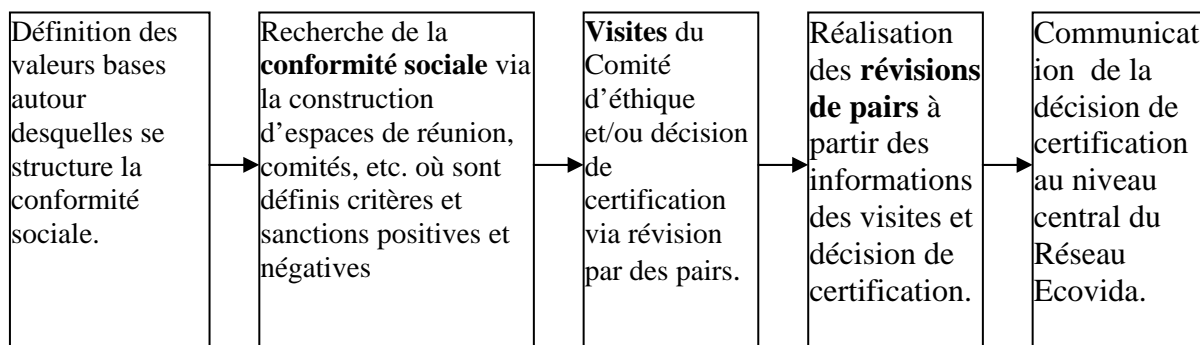
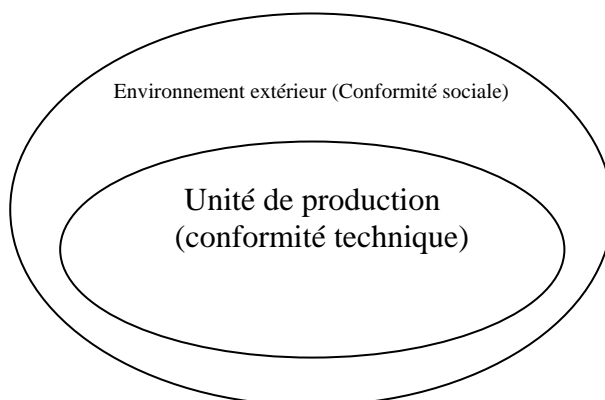


Figure.1 – **Schéma des étapes de la Certification Participative en Réseau** (Medaets, 2004).

Ensuite, les exigences de conformité ne font pas référence au système technique de production mais aux conditions sociales et aux facteurs sociaux de sa mise en œuvre (figure 2). Elle ne dépend pas d'experts formés en inspection/audit, mais de techniciens et d'agriculteurs formés à l'agro-écologie. Enfin, le technicien est impliqué au quotidien avec les groupes d'agriculteurs certifiés dans leur processus de construction de la conformité sociale. Le tableau 1 présente les techniques et procédés utilisés dans un cadre d'évaluation de la conformité (Rede Ecovida S/D).

Figure 2 – **Niveaux de l'évaluation de conformité** (Medaets, 2004)



Les “visites” du Comité d'éthique constituent La deuxième activité de contrôle de la qualité où se manifeste la présence externe à l'unité de production. Les techniciens, agriculteurs, parfois les consommateurs qui réalisent les “visites” d'une unité de production viennent d'un milieu extérieur et peuvent donc assurer un rôle “d'inspection externe” des exploitations.

La dernière action de contrôle de qualité est assurée quand la révision des pairs a eu lieu dans Le cadre du noyau ou du groupe et c'est alors qu'est prise la décision de certification.

La révision par les pairs est un instrument utilisé dans divers milieux professionnels et académiques, comme celui de la recherche scientifique, et elle est reconnue comme facteur de construction de la crédibilité et prise de décision. Cependant la révision par les pairs suppose un degré de formalisation minima et appropriable, pour être reconnu comme outil d'évaluation externe. Le coût de cette méthode est souvent indiqué comme une limite. Il

s'agirait donc d'éviter que cette formalisation ne vienne pas apporter plus de complexité et augmente Le coût d'opération au point de réduire sa viabilité pour l'agriculture familiale.

Dans le cas de la Certification de Groupe par Audit Externe (CAE), la décision de certification n'est pas prise par les individus qui réalisent les inspections, mais e façon centralisée par l'organisme certificateur. D'ailleurs, comme l'exige la norme de certification ISO, on observe une séparation entre les fonctions d'inspection et de certification. L'enregistrement de toutes les procédures de certification, de la demande à la concession et au maintien, sont de la responsabilité de l'organisme certificateur. Il existe des inspecteurs qui assurent ce rôle de vérification des exploitations et reçoivent une formation spécifique à cet effet. La logique de l'audit externe soutien que la sélection de ces inspecteurs est fondamentale dans le cadre d'un ensemble d'exigences qui tendraient à réduire la possibilité d'autres relations, que celle d'inspection, entre l'inspecteur et l'inspecté.

2.3. Les marchés agro-écologiques dans la Paraíba

Dans l'Etat de la Paraíba au Nordeste du Brésil, les marchés de produits agro-écologiques³ s'inscrivent dans la stratégie du Pôle Syndical de la Borborema (PSB) d'augmenter l'autonomie des agriculteurs familiaux vis-à-vis des filières classiques qu'ils ne contrôlent pas. L'initiative provient de la demande locale en produits agro-écologiques (connue par des initiatives antérieures de petits groupes informels) et des limites des organisations paysannes à s'implanter dans les centrales d'approvisionnement (CEASA) des capitales régionales (Joao Pessoa, Campina Grande et Recife). La stratégie d'autonomie des marchés d'échange dominés par les firmes passe également par la réduction du recours aux intrants chimiques externes, la transformation des matières premières (fromages, plats cuisinés, sous produits du miel, etc) et la diversification des alternatives de commercialisation (Kilcher, 2004). Les cas d'intoxication par l'usage de pesticides sont courants, mais le véritable déclencheur de la dynamique de ces marchés a été la croissance du nombre d'agriculteurs pratiquant l'agro-écologie. Initialement réalisé à titre expérimental à l'occasion des fêtes de fin d'année de 2001, le marché agro-écologique de Lagoa Seca est devenu permanent. Cette initiative a conduit un groupe d'agriculteurs à se structurer via la création d'une association et à adopter des règles et normes communes en termes de stratégie commerciale : uniformité des stands, contrôle des produits pour garantir leur qualité et origine. Ce marché a finalement obtenu une reconnaissance des pouvoirs publics au niveau fédéral suite à la négociation d'appuis en matière d'équipement des marchés (étals, stands et kiosques).

Le Pôle syndical (PSB) a ensuite négocié l'implantation d'un marché agro-écologique avec la municipalité de Campina Grande. Au sein du pôle urbain régional, ce marché a une valeur de « vitrine » ; il favorise la participation des agriculteurs convertis à l'agriculture écologique qui ne sont pas assez nombreux dans leur commune pour constituer un marché différencié et il sert de modèle à l'élargissement à l'échelle régionale de la commercialisation directe des produits organiques (Florentino et al, 2007).

L'initiative du PSB a permis de constituer une association régionale d'agriculteurs agro-écologiques et de structurer un processus de certification de la qualité. Cette dynamique économique et marchande a relancé l'activité des groupes d'agriculteurs-expérimentateurs, afin de tester de nouvelles espèces, variétés et processus, pour satisfaire les clients, améliorer la qualité des produits et réduire les coûts. Une articulation à l'échelle de l'Etat de la Paraíba

³ Marchés de vente directe de produits de l'agro-écologie (forme d'agriculture écologique à base biologique, sans intrants chimiques) par les agriculteurs familiaux.

garantit une collaboration avec les associations équivalentes d'agriculteurs et de marchés du littoral, du Sertão et des Etats voisins de Pernambuco et du Rio Grande do Norte.

Le public visé est de condition modeste et les prix pratiqués ne sont pas différents de ceux des mêmes produits conventionnels sur les autres marchés régionaux. Ils restent inférieurs aux prix pratiqués dans les supermarchés.

Qualité et auto-certification de groupe

La certification des produits n'est pas confiée à un certificateur privé extérieur, ce qui augmenterait les coûts et le prix de vente. Il s'agit d'une auto-certification de groupe, assurée par des commissions d'agriculteurs désignées par l'association des producteurs agro-écologiques. Celles-ci visitent régulièrement chaque producteur et vérifient le processus de culture, l'itinéraire technique et la nature des intrants utilisés.

Chaque agriculteur pouvant se retrouver tour à tour évaluateur ou évalué, les risques de fraude sont très limités, car l'intérêt primordial est de maintenir une clientèle encore fragile, et donc de ne pas tricher sur la qualité.

En effet, en même temps que s'organisaient ces marchés paysans, les services de vulgarisation agricole du gouvernement de la Paraíba, adversaire politique du pôle syndical, ont aussitôt organisé la concurrence. Ils ont promu de leur côté, des marchés hebdomadaires des producteurs (non écologiques, mais labellisés « produits de l'agriculture familiale ») dans les universités de Campina Grande.

Ce système de certification mutuelle (ou réciproque) a l'avantage d'être gratuit, de ne pas augmenter le coût de production et de ne pas engager les agriculteurs dans la dépendance de firmes de certification. Dans le processus d'auto-certification, le contrôle de la qualité devient inhérent à la structure de production si celle-ci se trouve repositionnée dans un système de réciprocité.

Ces marchés fonctionnent grâce à l'implication de quelques familles qui veillent au respect des règles. Les autres participants, moins impliqués idéologiquement, font preuve d'opportunisme. Leur intérêt pour l'agro-écologie dépend davantage de l'émergence d'une demande de la part des consommateurs et de l'accès à une forme de commercialisation rémunérant mieux leur travail que la vente aux grossistes. Les marchés agro-écologiques ne sont pas apparus simplement en réponse à une transformation des pratiques ou à un encouragement par des organismes d'appui : la condition de leur succès tient à leur réponse qualifiée et pérenne, donc collective et institutionnalisée, à une demande, des consommateurs, de produits de qualité et sans pesticides.

Comme le dit Temple (2003b), le contrôle de la qualité devient inhérent à la structure de production si celle-ci se trouve repositionnée dans un système de réciprocité.

De fait, ce système de certification mutuelle (ou réciproque) a l'avantage d'être gratuit, de ne pas augmenter le coût de production et de ne pas engager les agriculteurs dans la dépendance de firmes de certification.

Un débat existe au sein des agriculteurs autour de la stratégie la plus pertinente de différenciation à l'intention des consommateurs : doivent-ils créer des marchés spécialisés ou bien doivent-ils se donner des moyens d'être mieux identifiés par les consommateurs au sein des marchés traditionnels ?

Pour pouvoir adopter la seconde option, l'appui, même minime, des pouvoirs publics est nécessaire. Il facilite le financement de stands homogènes, facilement identifiables et permet de garantir un espace différencié au sein des marchés. Ces marchés fonctionnent cependant grâce à l'implication de quelques familles de l'association qui veillent tout particulièrement au respect des règles de qualité. Certains participants, moins impliqués idéologiquement ou politiquement font parfois preuve d'opportunisme. Leur intérêt pour l'agro-écologie dépend davantage de l'émergence d'une demande de la part des consommateurs et de l'accès à une

forme de commercialisation rémunérant mieux leur travail que la vente aux grossistes. Cette position reste d'ailleurs légitime tant qu'ils respectent les règles de qualité. Les marchés agro-écologiques ne sont pas apparus simplement en réponse à une transformation des pratiques ou à un encouragement par des organismes d'appui : la condition de leur succès tient à leur réponse qualifiée et pérenne, donc collective et institutionnalisée, à une demande, des consommateurs, de produits de qualité et sans pesticides.

3. Discussion, enseignement et perspectives

3.1. Analyse comparée des trois expériences

L'analyse des trois systèmes de certification présentés examine les pratiques, le type de relations auxquelles elles correspondent, les résultats obtenus et la nature des valeurs mobilisées ou engendrées.

Selon les conventions admises par l'interprofession et la jurisprudence, un dispositif de qualification, pour assurer la crédibilité de la qualité des produits doit réunir quatre composantes (Hawthorn, 1989):

- a) un procédé de production défini ;
- b) un mécanisme de vérification de la conformité de l'exploitation avec ce(s) procédé(s);
- c) une organisation qui exécute les actions qui résultent du contrôle;
- d) un mécanisme de communication de la qualité et de transmission de la confiance.

Chacun des systèmes étudiés peut-être assimilé à une logique et à un langage spécifique.

La CAE est fondée sur un niveau d'enregistrement élevé et rigoureux (peut-être trop?) et sur des inspections externes pour réduire l'opportunisme, par la centralisation de la décision de certification fondée sur la documentation du système de contrôle de l'usage de la marque de certification. La CPR et l'auto-certification participative sont basées sur la "conformité sociale" à un objectif commun de qualité du système de culture et du procédé de transformation/conditionnement du produit et à des accords formels et informels pour les atteindre. La décision décentralisée (ou participative) de certification donne lieu à un mécanisme d'exclusion quand les accords établis au sein des groupes de sont pas respectés ; Elles prévoient également un engagement (a minima une consultation) des consommateurs.

Mécanismes de vérification de conformité

La Certification de Groupe vise un degré d'excellence des inspections et des recommandations liée aux normes d'exportation. La décision dépend d'un ensemble de données et de documents qui permettent la traçabilité du produit contrôlé.

Le système de conformité sociale préconisé par la CPR dépend des visites et des révisions par les pairs. Ces deux opérations distinctes sont fonction d'un ensemble de critères qui sont moins nombreux et moins exigeants ou objectifs que ceux des procédures de la certification par audit externe (tab. 1).

Organismes Certificateurs.

Pour la CAE de type Ecocert, l'évaluation (inspection) est réalisée par un inspecteur et la décision de certification centralisée et prise par un conseil qui se réunit au sein de l'organisme certificateur.

L'Associação de Certificação Participativa du réseau Ecovida assure cette fonction et s'appuie sur les évaluations des conseils d'éthique des Nucleos locaux. Dans le cas de la Paraíba c'est l'association des producteurs agro-écologiques qui garantit le contrôle des normes via des réunions et des visites techniques. Le rôle de pression des consommateurs et de l'interconnaissance est déterminant dans la Paraíba et parfois dans le réseau Ecovida. Dans

ces deux cas, la décision de certification est décentralisée et prise par des acteurs impliqués dans le processus productif. Il n'y a pas de séparation entre les fonctions d'inspection et de certification. Dans les Nucleos, cette séparation existe (Rede Ecovida S/D, 2002).

Dans le cas de La CPR, il n'existe pas d'inspecteur extérieur, mais les visites sont assurées par des techniciens et agriculteurs formés en agro-écologie et habilités à vérifier la conformité des normes établies par le réseau Ecovida (tab.1).

Tableau.1 – **Comparaison des modalités de contrôle de la qualité.**

Composantes du contrôle de qualité	Certification de Groupe par Audit Externe	Certification Participative en Réseau	Auto certification de groupe
1. Standards	Construction par révision périodique.	Construction par révision périodique.	Construction par révision permanente
2. Moyens de Vérification			
a) Inspection	a) par un expert en inspection. Principe de l'inspecteur externe.	a) par un expert praticien en agro-écologie (producteur ou technicien). Pas d'inspecteur externe.	a) par un expert praticien en agro-écologie (producteur ou technicien). Pas d'inspecteur externe.
b) Formation	b) sur la production bio et l'inspection.	b) Se concentre sur la production agroécologique.	b) Se concentre sur la production agroécologique.
c) Variables mesurées et techniques utilisées	c) Activités d'évaluation de conformité technique.	c) Conformité sociale et évaluation de conformité.	c) conformité sociale et technique
d) Enregistrements et documentation	d) élevés, rigoureux, mais toujours centralisés.	d) légers et non uniformes décentralisés	d) légers et non uniformes décentralisés
3.Organisme Certificateur			
a) Responsabilité par Le système de certification	a) De l'organisme certificateur externe	a) De l'organisme certificateur mais qui n'opère pas sur place.	b) de l'agriculteur et de l'asso de producteurs agro-écologique.
b) Structure	b) normes ISO 65.	b) normes ISO 65 sans opérer sur place	b) normes agro-écologiques régionales ou locales
c) Séparation fonctions certification et d'appui technique	c) Réalisée	c) non toujours réalisée	c) ne s'applique pas
d) Décision de certification	d-1) Centralisée. d-2) Décision de certification séparée de l'inspection.	d-1) Décentralisée. Réalisée dans les Groupes et Noyaux de Rede Ecovida. d-2) Séparée de l'inspection quand réalisée au Núcleo et conjointe dans le Groupe.	d-1) Décentralisée. Réalisée dans les groupes et visites. d-2) conjointe dans les groupes.
e) Technicien	e) Externe.	e) Présent dans communauté	e) Présent dans communauté
4. Communication de la qualité	Label, réputation du producteur et de l'organisme certificateur	Label, réputation du producteur et appui technique ; influence critères de conformité sociale	Label, réputation du producteur et de la pression sociale
5. Cout annuel	groupe : 700,00 R\$ Individuelle: 1000,00 R\$	90,00 R\$ (3 jours de travail par famille)	30,00 R\$ (un jour de travail par famille)

Le fait que la documentation exigée par la CPR soit plus simple que celle de la CAE ne permet cependant pas de discuter de la qualité de la certification assurée. Par ailleurs, le caractère décentralisé et participatif confère aux producteurs une compétence certaine, non

seulement en matière de connaissances des normes et contrôle de qualité, mais également en matière de gestion et comptabilité de leurs opérations (Medaets et Medeiros, 2004).

Les réunions entre les familles des Groupes, l'intensité du processus d'échange d'informations par l'accompagnement mutuel, l'établissement de la réputation entre pairs et l'exclusion de ceux qui ne respectent pas les accords signés sont autant de facteurs qui contribuent à la construction d'une "conformité sociale" dans le système de CPR. Cette conformité sociale est le fruit d'une pression sociale interne au groupe. Elle est motivée par des valeurs communes et des intérêts matériels et sociaux communs. Dans le cas des marchés de la Paraíba où la documentation est encore plus réduite dans le processus d'auto-certification, en compensation il y a une intensité des échanges oraux. Ils sont à la base de l'information mutuelle et de la pression sociale qui constituent des facteurs de la construction de la réputation du producteur et du produit.

En ce qui concerne les mécanismes de vérification, la principale attente d'un système de certification est finalement qu'il permette de réduire l'asymétrie d'information et les espaces de fraudes ou tout au moins d'opportunisme. Les trois systèmes y parviennent, sans différence de résultats notable, mais avec une différenciation forte des coûts et des processus (tab. 1).

3.2. Enseignements

La politique de qualification (le label ou appellation), en soi, limite les effets de concurrence et de spéculation de l'échange capitaliste et peut contribuer à construire des territoires de réciprocité. Quand le nom du producteur est en jeu, ce sont bien des relations de réciprocité qui engendrent les valeurs de réputation, d'honneur et de responsabilité (Bom Konde, 2003). Ce sont souvent ces valeurs qui garantissent la légitimité et l'autorité du processus de certification des normes de qualité et d'origine. Les entreprises capitalistes ont identifié ces valeurs humaines pour les transformer en service mercantile de contrôle de conformité aux normes. Mais, de fait, pour des produits agro-alimentaires, la sanction fondamentale est d'abord celle du consommateur et la garantie est souvent inhérente au processus de production lui-même.

Au Brésil, il existe donc bien de plus en plus d'initiatives de mise en place de systèmes de co-certification ou de certification dite participative entre producteurs, ou entre producteurs et consommateurs (Medaets et Medeiros, 2004).

Ces initiatives ont été appuyées par le Ministère du développement agricole (MDA) en charge de l'agriculture familiale et paysanne. Un label « Produit de l'agriculture familiale » a été institué, en plus des labels régionaux spécifiques (*Produtos coloniais* ou *Gaucho* au Sud, *Saveur de Minas* dans le Minas Gerais, etc). Les responsables de ces labels considèrent qu'ils ont un effet levier pour mobiliser l'appui des politiques publiques pour des actions facilitant l'insertion des produits de l'agriculture familiale dans un marché jusqu'alors réservé aux entreprises agricoles.

La politique de qualification (le label ou l'appellation) constitue bien une interface de système. Elle limite les effets de concurrence et de spéculation de l'échange capitaliste et peut contribuer à construire des territoires de réciprocité.

On constate que cette interface peut être gérée et régulée par la communauté des producteurs : c'est le cas de l'auto-certification mutuelle des marchés agro-écologiques de la Paraíba, selon un principe de réciprocité et de gratuité. Celui-ci permet de ne pas augmenter le coût du produit à cause du processus de certification de la qualité et de maintenir la compétence et l'autonomie du producteur. La crédibilité de la qualité repose en effet sur d'autres principes qui viennent compléter et valider le processus d'auto-certification ou de qualification centripète (de l'intérieur) : l'interconnaissance, la relation physique directe entre producteurs et consommateurs et bien sur la valeur de réputation.

Elle peut être confiée à une firme extérieure selon une logique contractuelle et marchande. Cette solution augmente considérablement le coût de production et met les agriculteurs en situation de dépendance, de subalternes, voire de manque de compétence quant à la capacité de valider et contrôler la qualité de ses produits. Par contre étant reconnue par les règles du commerce international elle peut-être exigée pour l'exportation.

C'est pourquoi les agriculteurs brésiliens ont mis au point une solution intermédiaire, celle de la CPR qui maintient l'autonomie et la construction de la compétence des agriculteurs, et un coût additionnel réduit, mais permet une reconnaissance externe et internationale.

Le système CPR constitue en fait une interface entre logique de réciprocité et logique d'échange à double titre. D'une part, il permet une articulation entre production domestique et marché d'échange en protégeant la production qualifiée des effets de la concurrence. D'autre part il propose un système de garantie et de contrôle de cette qualité fondé sur la réciprocité et l'entraide mutuelle entre pairs. Cependant ce mécanisme de certification presque gratuit (3 journées de travail/famille/an) échappe à la logique marchande capitaliste, mais permet néanmoins de dialoguer avec elle, en particulier au niveau des normes internationales pour l'exportation. En ce sens il constitue un mécanisme de certification hybride, adapté à des systèmes mixtes associant logiques d'échange et logiques de réciprocité.

La théorie de la réciprocité permet d'interpréter le sens social et la logique économique ainsi construits par les communautés humaines au cours de l'histoire, derrière des prestations qui de façon parfois imperceptible, ont été naturalisées comme relevant de l'échange capitaliste.

Mais le capitalisme se préoccupe peu des valeurs éthiques ou d'un projet plus juste pour l'ensemble de l'humanité.

Tout processus de qualification qui garantit l'origine (le nom du producteur), la spécificité, le procédé ou les normes de qualité d'un produit, contribue à réduire les effets de concurrence propres à l'échange capitaliste. De fait, il se crée ainsi une territorialité de réciprocité autour d'un produit spécifique. Cependant, comme dans le cas de l'unité familiale, domestique ou de l'entreprise d'économie solidaire, en dehors du groupe de producteurs et y compris pour commercialiser d'autres produits qui ne seraient pas labellisés, ce sont les règles du marché capitaliste qui fonctionnent à 100%.

C'est pour cela que dans le cas du processus de qualification externe ou centrifuge, on a recours à un type d'interface : celui du mécanisme de certification, qui permet de réintroduire une production de réciprocité dans le système du marché d'échange capitaliste. Mais toutes les possibilités de la qualification des produits ruraux n'ont pas encore été explorées. Le cas de l'auto-certification de groupe de l'Association des producteurs agro-écologiques de l'Agreste de la Paraíba, montre qu'une validation de la qualification centripète (ou de l'intérieur) est possible, à partir du moment qu'il n'y a pas d'exigence d'exportation. Ce sont les consommateurs intéressés et motivés qui se déplacent vers les marchés des producteurs ou vers leurs fermes. Temple (2003b) propose de radicaliser ce processus par un autre type d'interface, celui de la qualification personnalisée ; en d'autres termes, sous le nom de Souza, on ne peut produire que du Souza.

“Personne ne peut concurrencer une production unique dont la valeur intrinsèque est potentiellement, infinie...symbolique ou prosaïque, la valeur sera d'autant plus grande que le produit sera plus qualifié. Et il n'y a pas besoin de contrôle de la qualité par une compétence externe à celle de la production, car la qualité est inhérente à la structure de production” (Temple, 2003b).

Temple (2003b) oppose l'émulation pour améliorer la qualité à la concurrence pour accumuler des profits. Il donne l'exemple du Safran de la Mancha en Espagne, dont la production a été interdite par les derniers producteurs pour obliger les consommateurs à venir leur rendre visite sur place. Dans le terroir ils ont construit la Maison du Safran, organisé un

marché local, des restaurants à la ferme et une production associée de légumes, viandes, fruits et vins, mais également de services : hôtels et auberges, tourisme rural, etc.

La qualification centripète, ou de l'intérieur et le label personnalisé constituent ainsi une des clefs d'un développement rural endogène ou autocentré qui satisfasse en priorité les besoins des communautés locales

3.3. Perspectives d'extension de la logique : les marchés de réciprocité

Le commerce équitable ou solidaire propose, sur la base de valeurs d'équité et de justice, une rémunération privilégiée, à défaut d'une relation directe entre producteurs et consommateurs. Simplement, la distance et le souci d'efficacité commerciale entraînent, de plus en plus les organismes de commerce équitable à recourir aux mêmes réseaux et systèmes d'intermédiation que ceux du libre-échange de commodités (Laforga, 2005). Souvent, cette confusion dénature la transaction et compromet la possibilité d'établir des relations de réciprocité capables d'engendrer les valeurs éthiques recherchées (Le Velly, 2004).

En termes de production de valeurs de justice et d'équité, il existe des références antérieures au commerce solidaire. C'est le cas des prestations commerciales réalisées dans un cadre de réciprocité: les tarifs compensatoires entre nations du Nord et du Sud, entre Union Européenne et pays de la Zone ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique), les politiques de quotas et de droits à produire (Barthélémy, 1999) qui visent à réduire la concurrence capitaliste et à instaurer une part de partage, même s'il s'agit de partage plus juste de parts du marché capitaliste.

Temple (2003a), à partir de l'analyse des marchés africains et andins propose la notion de marché de réciprocité. Les prestations réciproques entre partenaires n'y sont pas établies par la relation entre l'offre et la demande, mais par les besoins mutuels des protagonistes et sont mesurées par des équivalences. Il peut s'agir d'équivalence de volume ou de quantité (calebasses, paniers, poignées, litre ou boîte de lait) ou bien d'équivalence symboliques, des objets rares (cauris africains, poils de roussettes), prestigieux et réputés (plumes d'oiseaux amazoniens) ou tout simplement fabriqués selon certains rituels et chargés de sens (monnaies kanak ou océaniques).

Temple (2003a) écrit “ *Sur les marchés de réciprocité, le partage cède la place à la réciprocité généralisée, chacun donnant à quelques partenaires alliés et recevant d'autres partenaires (...) Comme ce qui se doit et peut se donner à chacun varie selon les communautés, les équivalents de réciprocité varient également, mais les communautés tendent à la réciprocité entre elles, et les équivalents de réciprocité les plus communs deviennent bientôt des références pour le marché : les monnaies de réciprocité* » .

D'ailleurs, cette monnaie de réciprocité peut aussi être tout simplement l'euro ou le dollar si leur utilisation permet d'en faire une unité de compte entre équivalents de réciprocité.

Deux sentiments prévalent dans la réciprocité généralisée : la valeur de responsabilité et celle de justice. La théorie de la réciprocité permet d'interpréter le sens social et la logique économique ainsi construits par les communautés humaines au cours de l'histoire, derrière des prestations, qui de façon parfois imperceptible, ont été naturalisées comme relevant de l'échange capitaliste. Mais le capitalisme se préoccupe peu des valeurs éthiques ou d'un projet plus juste pour l'ensemble de l'humanité.

Conclusions

Le marché d'échange capitaliste oppose l'homogénéité de normes standardisées de la certification par les firmes, à l'hétérogénéité, aux variations des procédures ou des modalités d'enregistrement de la certification participative en réseau. Selon la logique du marché capitaliste, ces variations pourraient entraîner une réduction de la crédibilité du système CPR. En réalité, c'est plutôt la certification par audit externe qui ne peut prétendre traduire la diversité des systèmes et des conditions de production, les réalités diverses des pays, des terroirs et des producteurs, en particulier la diversité des réalités sociales et culturelles.

C'est là un des atouts de la certification par conformité sociale. Mais il ne faudrait certes pas que celle-ci se substitue complètement à la conformité technique, c'est pourquoi l'avis des producteurs en tant que pairs et celui des consommateurs en tant que juges restent primordiaux et incontournables.

Les notions de réputation, de confiance et d'interconnaissance sont au cœur des processus de qualification des produits (surtout agro-alimentaires) et donc des divers mécanismes de certification. La pression sociale est reconnue pour son efficacité dans les processus de garantie de la crédibilité de la qualité. Ce sont autant de valeurs et de relations typiques des structures de réciprocité. Au Brésil, divers auteurs suggèrent de développer le débat sur la conformité sociale comme mécanisme alternatif efficace en matière de contrôle de la qualité dans le champ de l'agriculture familiale et paysanne organisée (Medaets et Medeiros, 2004 ; Mascarenhas, 2006 ; GT Comercio Justo, 2006).

Un tel débat encore timide au Brésil, ouvrirait un champ d'application de la théorie de la réciprocité et du principe de l'interface de système. L'exemple des marchés agro-écologiques de la Paraíba et des Groupes d'Ecovida montre qu'une qualification personnalisée et centripète, via un processus d'auto-certification par les pairs est tout aussi efficace et bien plus avantageux que la certification par audit externe des firmes privées. C'est bien l'intérêt des consommateurs et leur capacité à s'informer et à entrer dans une relations de réciprocité plus symétrique avec les producteurs qui reste à la base du principe de qualification des produits.

Cependant il est un domaine qui est en train d'intégrer les valeurs de réputation et de responsabilité pour constituer un autre type d'interface garantie par les pouvoirs publics. Il s'agit du système brésilien de commerce juste et solidaire qui est en train de proposer une série de principes et de mécanismes de régulation du commerce solidaire au Brésil, à partir d'une critique des dérives du commerce solidaire Nord-Sud, qui est calqué sur la logique de l'échange capitaliste. La loi du *Comércio Justo e Solidário* (CJS) considère une série de critères minima exigés entre une entreprise solidaire et un partenaire commercial habilité par un organisme d'évaluation de conformité (Senaes, 2007). En termes de certification participative, la contribution du mouvement de l'agro-écologie, avec les expériences du réseau Ecovida a été reconnue par les organisations de producteurs qui considèrent qu'elles limitent l'exclusion liée à la certification du type Fairtrade Labelling Organisations International (FLO).

L'intérêt de l'approche brésilienne est que contrairement aux systèmes de commerce équitable Nord-Sud, elle sort de la gestion par produit cimentée autour de la notion de *produit équitable* pour passer à considérer la nature équitable de la relation. On retrouve là le principe de relations de réciprocité entre partenaires productifs, commerciaux et vis-à-vis de la nature.

Références bibliographiques

ABNT ISO/IEC GUIA 65/1997. Requisitos gerais para avaliação e credenciamento de organismos de certificação/registo.

ABNT ISO/IEC GUIA 65/1997. Requisitos gerais para organismos que operam sistemas de certificação de produtos.

Aristote, [-350], 1994 *Ethique à Nicomaque*, V, 8, 1132 b- 1133 a, tr. J. Tricot, Paris, Vrin, p. 238

- Associação Ecovida de Certificação Participativa. 2000 Diretrizes para Obtenção da Qualidade Orgânica. Mimeo., 20 p.
- Barthélemy D. 1999, Droits à produire, patrimoine d'entreprise et patrimoine paysan. Les droits à produire, entre valeur et non-valeur. *Revue de Droit Rural*, 270 : 98-104.
- Barthélemy D., Nieddu M., 2002. Biens marchands, biens identitaires et multifonctionnalité agricole, Communication au colloque SFER : La multifonctionnalité de l'activité agricole, Paris, 21 et 22 mars 2002.
- Bazabana, M.. 2005 L'entreprise de réciprocité : Eléments de réflexion sur l'entreprise en Afrique. Entre classicisme, réciprocité et responsabilité In <http://afrique.cauris.free.fr/>
- Bom Kondé P. 2003, Le traitement de la qualité agroalimentaire et questionnements. Conférence au Cauris, octobre 2003, In <http://afrique.cauris.free.fr/> accès le 12-12-2004
- BRASIL. Congresso Nacional. Projeto de Lei nº 659, de 1999.
- BRASIL. Ministério da Agricultura, Pecuária e Abastecimento 1999. Instrução Normativa nº 07 de 1999
- BRASIL. Ministério da Agricultura, Pecuária e Abastecimento. 2002. Instrução Normativa nº 06, de 2002
- CEE. 2002. Analysis of the Possibility of an European Action Plan for Organic Food and Farming. Commission Staff Working Paper, mimeo, 34 p. 2002.
- Chabal M. 1996, Quand la réciprocité semble non réciproque, ou la réciprocité cachée in *Revue du MAUSS semestrielle*, N° 8, 2 sem 199-, p 132-140
- Chabal M., 2005 Les structures élémentaires de réciprocité, conférence in Cauris <http://afrique.cauris.free.fr/conferences.html> Accès le 20/09/2005
- Conterato M A. 2004 A mercantilização da agricultura familiar do Alto Uruguai/RS: um estudo de caso no município de Três Palmeiras. Porto Alegre, UFRGS/PGDR, Master.
- Dupont, P. 2004 La moisson des marins-paysans: L'huître et ses éleveurs dans le bassin de Marennes-Oléron. Paris MSH-INRA ; Editions Quae, 2004, 326 p.
- Dupuy, J.P. 1989, *Convention et Common Knowledge*. *Revue Économique*. 40(2), 361-400
- Eymard-Duvernay, F. 1995. *La Négociation de la Qualité*. In: Valceshini e Nicolas. Agro-alimentaire: une économie de la qualité. Paris: Inra Editions, 1995.
- FAO- ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE 2003, Normes environnementales et sociales, certification et labellisation des cultures commerciales, Rome, 2003, 119p.
- Florentino G L, Simões, A.; Sabourin E.; Duque G. 2007. As organizações profissionais agrícolas e a gestão dos recursos naturais: aprendizagens sociais e construção social de uma governabilidade in Fontaine G. Vliet G.V, Pasquis, R. (coord.) *Políticas ambientales y gobernabilidad en América Latina*, Quito, Flacso, Cirad , pp 303-324
- Grupo de Trabalho Sistema Nacional de Comércio Justo e Solidário, 2006 Documento base sobre Sistema Nacional de Comércio Justo e Solidário Brasília, SENAES, 19-05-2006
- Guingané J.P. 2001. Le marché africain comme espace de socialisation : Conférence de l'association Cauris. In <http://afrique.cauris.free.fr/> acesso em 12/12/2004
- Hawthorn, J. 1989. The Organization of Quality Control. In: Herschdoerfer, S.M. (ed.) *Quality Control in the Food Industry*. London: Academic Press,
- Hess, C., Ostrom, E (eds) 2007 *Understanding Knowledge as a Commons. From Theory to Practice*. Cambridge, MA: MIT Press, 2007, 381 pp.
- IFOAM Organic Standards and Certification http://www.ifoam.org/about_ifoam/standards/ics.html Access on 2/02/2009
- Kilcher F. 2004. Marchés hebdomadaires et agricultures familiales. Quelle complémentarité. CNEARC, Montpellier, Mémoire ESAT 1, 136p

- Laforça G, 2005, Economia solidária, agricultura familiar e comércio justo: alinhando convergências, apresentado desafios in XXIX Encontro Anual da Anpocs, GT 21, Caxambu, 25-29 de outubro 2005
- Le Velly, R, 2004, Le commerce équitable : des échanges marchands contre et dans le marché, I Congrès de l'Association Française de Sociologie, Villetaneuse, 24-27/02/2004.
- Lévi-Strauss C [1949] 1967. *Les structures élémentaires de la parenté*, chap. XXVII. « les cycles de la réciprocité » Mouton, La Haye.
- Lupasco S. 1951. Le principe d'antagonisme et la logique de l'énergie. Paris, Herman
- Malinowski, B. [1922] 1963 Les argonautes du Pacifique Occidental, Trad Française, Paris, Payot, (ed orig. Argonauts of the Western Pacific, London, Routledge)
- Mascarenhas, G.C.C. 2007 O movimento do Comércio Justo e Solidário no Brasil: entre a solidariedade e o mercado. UFRRJ/CPDA: Rio de Janeiro, 2007. Tese de Doutorado em Desenvolvimento, Agricultura e Sociedade, 351p.
- Mauss, M. [1924] 1950. "Essai sur le Don", In: Sociologie et Anthropologie, Paris, PUF, réédition 1989
- Medaets J P ; Medeiros J X 2004, A Ação coletiva no controle da qualidade da produção orgânica familiar: Análise comparativa entre a certificação por auditoria externa e a certificação participativa em rede. In XLII Congresso da SOBER, 2004
- Ploeg J.D. Van der 2008, The New peasantries: struggles for autonomy and sustainability in an era of Empire and Globalization. London, Sterling, Earthscan, 356p.
- Polanyi K, Arensberg C, 1975, Les systèmes économiques dans l'histoire et dans la théorie, Paris, Librairie Larousse. Ed. originale : 1957: Trade and Market in the Early empires. Economics in History and Theory.
- Polanyi K., 1944. La grande transformation : aux origines politiques et économiques de notre temps, Gallimard, Paris, [1944] 1983, 420 p.
- Rede ECOVIDA de Agroecologia. 2000. Normas de Organização e Funcionamento. Mimeo, 13 p.
- Rede ECOVIDA de Agroecologia, 2001. Projeto de Fortalecimento da Agroecologia na Agricultura Familiar e Consolidação da CPR na Região Sul do Brasil. Mimeo, 21 p
- Rede ECOVIDA de Agroecologia., 2002. A Legalização da Agricultura Orgânica e da Certificação de Produtos Orgânicos no Brasil: o posicionamento da Rede Ecovida de Agroecologia. Mimeo, p. 4,
- Rede ECOVIDA de Agroecologia. s/d Sistematização do Processo de Certificação Participativa. Mimeo, p.3
- Scubla L., 1985, Logiques de la réciprocité. Paris, Ecole Polytechnique, Cahiers du CREA n°6, 283p.
- Secretaria Nacional de Economia Solidária SENAES, 2007, Projeto de Lei de Comércio justo e solidário (CJS), Brasília: SENAES-MTD, 2007 anexo 1 Termo de referência do Sistema Nacional de Comércio Justo e Solidário SCJS
- Temple, D. 1998. Les structures élémentaires de la réciprocité *Revue du MAUSS* n°12, (2) : 234-242,
- Temple D., 2003 Teoría de la Reciprocidad. La Paz, Bolivia: PADEP/ GTZ, Tomo I: La reciprocidad y el nacimiento de los valores humanos. 240p - tomo II : La economía de reciprocidad, pp. 376-488, PADEP-GTZ, La Paz, Bolivia. Version française "Le Marché de réciprocité" in <http://dominique.temple.chez.alice.fr/> accès 30/03/2004
- Temple, D. 2003b. Séminaire Cauris sur la qualité agroalimentaire, <http://afrique.cauris.free.fr/> accès le 20/06/2003
- Temple, D et Chabal, M. 1995 La réciprocité ou la naissance des valeurs humaine, l'Harmattan, Paris, 263p.

- Thurnwald, R. *Economics in Primitive Communities*, London: Oxford University Press, 1932, p. 106. 1937, *L'Economie primitive*, Paris, Payot
- Trujilo Ferrari, 1983 A. *Fundamentos de sociologia*. São Paulo: MacGraw-Hill do Brasil
- Valceschini, E., Nicolas, F 1995. La dynamique économique de la qualité agro-alimentaire. In: Valceschini, E., Nicolas, F. *Agro-alimentaire: une économie de la qualité*. Paris: Inra
- Whyte, C. 2002. Produits de Qualité, Territoires et développement durable, le cas de l'Agreco-SC In: Les systèmes agroalimentaires localisés: produits, entreprises et dynamiques locales. Montpellier: CIRAD-TERA, CD-ROM Colloque International sur les Systèmes Agroalimentaires Localisés (SYAL); 16/18-10-2002, Montpellier, France.